

## Le projet de réforme du collège et le recul des humanités

« Plus ça rate, plus il y a des chances pour que ça marche » (Professeur Shadoko)

*Plus il y a de gens contre, plus ça prouve la désinformation* (Najat Vallaud-Belkacem)

**L'ARTELA (Association de la Région Toulousaine pour l'Enseignement des Langues Anciennes), membre de la CNARELA (Coordination des Associations Régionales d'Enseignants de Langues Anciennes)** proteste à nouveau contre un projet de réforme désastreux et destructeur.

Avant tout, elle s'indigne que la ministre de l'Éducation prétende que son projet est victime d'une désinformation organisée, sous prétexte qu'il est massivement condamné par le précédent premier ministre, par trois ministres récents de l'Éducation Nationale, par l'ambassadeur d'Allemagne, par un grand nombre d'académiciens, de grands savants et de penseurs, par les syndicats les plus représentatifs des enseignants dans le second degré (sauf le SGEN-CFDT et le SE-UNSA, très minoritaires) et par de nombreuses associations de professeurs.

En réalité, la désinformation et le mensonge sont orchestrés par la ministre et par son parti politique. En quoi ?

Tout d'abord, aucune consultation préalable sérieuse n'a eu lieu. D'où le tollé et les divers essais de replâtrage *in fine*, ce qui signale et caractérise les projets improvisés, mal ficelés et qu'on s'efforce d'imposer par la force.

Quel est le principe de la réforme ? Puisque rien ne va plus (constate la ministre), il faut intéresser les collégiens par une pédagogie nouvelle et ludique : l'enseignement transversal. Le projet est donc fondé sur la création, aux dépens des enseignements disciplinaires, d'unités semestrielles dites Enseignements Pratiques Interdisciplinaires (EPI) : 20% des heures d'enseignement. En réalité, même un idiot peut comprendre qu'on ne peut pas combiner et additionner des connaissances qu'on n'a pas acquises et qu'on ne possède pas. Régis Debray appelle cela vouloir faire le toit sans construire les murs. De plus, cette prétendue nouveauté est une très vieille lune. Les EPI ressemblent (en bien pire) à leurs grands frères, les IDD (Itinéraires de découverte), ces unités interdisciplinaires mises en place en 2002, portés aux nues en leur temps par le ministre de l'époque et par tous ses porte-paroles, recteurs, inspecteurs généraux, inspecteurs pédagogiques, et déjà aussi par le SGEN. Hélas ! Ce qui fut, dans un passé proche, une admirable nouveauté, imposée en dépit de toutes les protestations, y compris les nôtres, est déjà tombé dans les oubliettes de l'histoire. Pour toujours ? Non. Comme ça va de plus en plus mal (constate la ministre), il faut recommencer. C'est une application du principe shadok bien connu. Donc nouveau retour au socle, aux fondamentaux, aux compétences, à l'interdisciplinarité aux vertus magiques... et au nivellement par le bas.

Mais (plaide la ministre) le projet renforce l'autonomie des établissements, ce qui aura pour résultat une invention permanente d'EPI partout différents et librement choisis. En réalité, les conséquences prévisibles sont infiniment plus inquiétantes : différenciation des établissements, graves inégalités entre eux, absence de continuité et de progression et absence de programmes dans 1/5 des cursus scolaires, abandon forcé des manuels, difficultés des élèves pour changer d'établissement en cours d'année ou en fin d'année, difficultés des enseignants "à cheval" sur plusieurs établissements, et donc, à court terme, fuite des couches sociales privilégiées vers l'enseignement privé. La globalisation annuelle des enseignements qui est prévue par ailleurs, pour les classes de 5<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup>, achèvera de "libéraliser" (et de désorganiser) le système. Et comme un ministre connaît parfaitement bien les conséquences de ses choix, **il apparaît avec éclat qu'il s'agit de l'accélération d'un plan concerté, poursuivi avec persévérance depuis longtemps, et que l'un des objectifs à peine dissimulés de ce projet de dérégulation sauvage de l'enseignement en collège, c'est la dénationalisation de fait et la privatisation accrue de l'enseignement français. Avec, comme résultat final garanti, la généralisation des inégalités.**

Mais (prétend la ministre) le projet renforce l'autorité des professeurs et le travail d'équipe. En réalité, les EPI sont créés par ponction sur les heures disciplinaires. Or les Dotations Horaires globales des établissements n'ont cessé de diminuer et sont déjà, presque partout, insuffisantes pour que les enseignements réglementaires soient pleinement assurés. Et où va-t-on ponctionner des heures pour les EPI ? Justement dans ces enseignements disciplinaires déjà trop étroits. De sorte qu'en fait de travail d'équipe, la mise en place de ces EPI agréablement ludiques signifie, plutôt qu'une collaboration, une mise en concurrence brutale des disciplines et des enseignants. Elle ne peut que semer la discorde entre ceux d'entre eux dont on voudra amputer les vrais enseignements, tout en multipliant les réunions d'organisation et "d'entente" (non rémunérées, si ce n'est pour quelque responsable). Les EPI : une véritable "usine à gaz" qui va accroître un peu plus les charges de travail de toutes les catégories de personnels, tout cela pour amuser les élèves et abaisser un peu plus leur niveau. Et finalement, en fait d'autorité accrue des professeurs, l'arbitrage et les décisions d'orientation de chaque établissement reviendront principalement au chef d'établissement.

Comme au temps des IDD, la ministre et son gouvernement activent tous leurs relais pour porter aux nues leur projet. La ministre promet hautement que les crédits nécessaires suivront. Et un bon nombre de députés de son parti (comme Martine Martinel, député de la Haute-Garonne) affirment imperturbablement qu'ils la croient. En réalité, avec ces nouveaux Enseignements très Pratiques et très Intermittents, la pédagogie sert plus que jamais de justification à des

économies budgétaires importantes... qui, bien entendu, sont niées, alors que tous les examens méticuleux du projet montrent que les horaires d'enseignement sont diminués. Sur ce point aussi, la désinformation coule à flot de toutes les bouches ministérielles et officielles.

**Enfin et surtout, le projet d'EPI a toutes les chances de mettre en extinction en collège (et donc en lycée et en université) l'enseignement des « humanités », les langues et cultures anciennes, et cela en dépit des protestations hypocrites de la ministre. Pourquoi ?**

Les autres disciplines continueront d'exister en tant que disciplines, en concédant simplement (et pour quelque temps) quelques heures aux EPI. Mais les langues anciennes, le latin et le grec, aujourd'hui étudiées par 528 000 élèves, n'existeront plus que dans le cadre des EPI, c'est-à-dire comme des enseignements *pratiques* intermittents. Et ces enseignements eux-mêmes n'existeront plus, ici ou là, que grâce aux heures que les autres disciplines voudront bien leur concéder gracieusement sur leurs maigres quotas. En d'autres termes, en tant que disciplines à part entière, les humanités sont purement et simplement balayées, ce qui constitue une véritable déqualification des professeurs de lettres classiques, un signe d'absolu mépris pour leur formation disciplinaire spécifique, sanctionnée par des diplômes et des concours disciplinaires spécifiques. Et comment ces enseignants disqualifiés pourront-ils assurer, dans le cadre ludique d'un enseignement à éclipse, un véritable enseignement de langue ? C'est actuellement que l'enseignement classique, profondément rénové et modernisé grâce aux efforts des enseignants, est vraiment interdisciplinaire : langue, grammaire, textes originaux, art, urbanisme, histoire, mythologie, sociétés et démocratie anciennes, voyages disciplinaires de fin d'année. Tout cela se fondra dans une interdisciplinarité factice, superficielle et ludique.

La réforme laisse prévoir un tel recul du nombre d'élèves, par rapport aux 20% de collégiens qui étudient le latin et le grec aujourd'hui, qu'on est vraiment en droit de se demander si, dans la tête de ses concepteurs, elle ne vise pas tout particulièrement l'enseignement des langues anciennes. Car les concepteurs sont à la fois des pédagogues depuis longtemps ennemis du savoir et des humanités "bourgeoises" et des économistes qui se moquent éperdument de la culture (la ministre de l'éducation naguère nationale assume sans états d'âme sa tâche d'exécutant ou d'exécuteur des basses œuvres, ce qui ne lui donne guère de chances de laisser le souvenir d'un grand ministre). Un rapide calcul montre que la mise en extinction des humanités équivaldrait à la création de centaines ou de milliers de postes de profs, des postes qui ne coûteraient pas un centime, puisque les heures de latin et de grec des professeurs de lettres classiques deviendraient aussitôt des heures de français. La tentation doit être grande... A condition de ne pas faire trop de vagues.

« Mais (n'hésite pas à dire la ministre) ma réforme ne cherche pas à faire disparaître le latin et le grec, mais bien au contraire à les promouvoir : je mets à la portée de tous les élèves des enseignements qui n'étaient qu'optionnels » (sic). En réalité, c'est actuellement que ces options de latin et de grec (qui ne sont plus élitistes depuis longtemps) sont offertes à tous, et c'est pour leur utilité, leur intérêt et leur caractère profondément interdisciplinaire qu'elles sont massivement choisies par un demi-million de collégiens et un million de parents. Soutenir, contre l'avis de tous les intéressés, que des EPI à intermittences, créés ici ou là d'une façon quasi aléatoire, avec un nombre d'heures diminué, constituent une offre plus ouverte et plus attractive, c'est une tromperie honteuse.

Enfin, dans quelques années, les merveilleux EPI, où on voudrait comprimer et étouffer les humanités, le grec et le latin, disparaîtront, comme naguère ont disparu (avec une partie des heures qui avaient été ponctionnées) les admirables Itinéraires De Découverte. Mais cette fois, avec eux s'effacera définitivement le peu qui restera de ces langues et cultures anciennes, devenues des « enseignements pratiques » et massacrées au nom de la lutte contre l'élitisme (pourtant républicain).

Conclusion. Le projet de réforme signifie non seulement le nivellement par le bas de l'enseignement en collège et une dérégulation qui va entraîner une gigantesque pagaille et un immense accroissement des inégalités, mais aussi un recul généralisé et dramatique de l'enseignement des langues et cultures anciennes – ces humanités qui sont la base et le socle de notre culture en France et Europe, qui ont nourri la langue et la pensée de millions d'élèves et de citoyens et dont notre peuple et l'Europe ont plus que jamais besoin. De profundis ! Le parti politique fossoyeur en serait déshonoré pour longtemps, non sans avoir été vomi par les enseignants trompés, méprisés et bafoués, non sans avoir subi, dans un futur proche, quelques échecs électoraux majeurs.

**Il est encore temps d'arrêter un projet qui dissimule sous le pédagogisme et la démagogie ses motivations financières profondes et un plan de dérégulation et de privatisation de l'éducation nationale. Il est encore temps de construire, d'une manière concertée, un véritable projet égalitaire et démocratique. Nous, professeurs, appelons à cette reconstruction tous les hommes et femmes de bonne volonté.**